

A la suite de la déclaration faite à Perponcher et surtout parce que le gouvernement français, trop sûr de la signature imminente du traité franco-hollandais, en avait ébruité les conditions, un grand remous se produisit dans l'opinion publique allemande. C'est ce que voulait BISMARCK riant sous cape en voyant Napoléon compromis. Nul mieux que Debidour a dévoilé le plan du président du cabinet prussien : « Encourager sournoisement les espérances et les revendications de l'empereur, amener l'Allemagne à se croire menacée ou insultée, obtenir d'elle des sacrifices auxquels ne se refuse jamais le patriotisme affolé d'une grande nation, et arguer ensuite d'une surexcitation causée par ses propres intrigues pour se refuser à toute concession envers sa dupe. » On est bien d'accord avec l'auteur cité ; où on ne l'est plus c'est en constatant qu'il passe sous silence le projet d'accord secret entre la France et les Pays-Bas. Ce n'est pas de bonne guerre, car c'est priver Bismarck de sa seule circonstance atténuante.

On connaît la suite : la fameuse interpellation de BENNINGSEN du 1. 4. 1867 à laquelle Bismarck donna la non moins fameuse réponse ; nul ne se doutait que l'indignation du président du gouvernement prussien n'était que feinte.

Le 3 avril le comte de Perponcher opposa au roi grand-duc le veto de la Prusse puis, deux jours plus tard, comme pilule dorée, son désintéressement quant à la question du Luxembourg.

Que resta-t-il à faire à Guillaume III sinon de prier son ministre des Affaires étrangères VAN ZUYLEN de prévenir la Prusse que, pour lui et sous ces conditions, la cession du Luxembourg était devenue sans objet.

Il n'en fut rien pour la France qui, plus que jamais, réclamait l'évacuation de la forteresse de Luxembourg par les troupes allemandes. C'est cette attitude qui fit que la situation entra dans sa phase critique. Nous n'y reviendrons plus puisque nous avons déjà décrit (au fasc. VI) les trames par lesquelles durent passer nos pères jusqu'à la conclusion du Traité de Londres.

Il importe peu de savoir à qui revient le mérite d'avoir eu, le premier, l'idée de réunir une conférence de toutes les puissances intéressées à la question du Luxembourg : les uns remontent à l'Autrichien BERT qui voulait partager le Luxembourg entre la France et la Belgique ; les autres citent Lord COWLEY, ambassadeur britannique à Paris qui, tout en s'éloignant du plan autrichien, prônait aussi une solution pacifique et en parla à son ministre STANLEY ; enfin les auteurs français mettent en avant la proposition de ROUHER — par ailleurs mauvais génie de Napoléon — de convoquer une conférence internationale.

L'essentiel, nous le trouvons dans une lettre de Thiers, datée du 28. 8. 1867 : « Les choses sont dans un déplorable état grâce à l'incomparable sottise de notre gouvernement, qui à toutes ses fautes a joint la dernière, que je l'avais supplié de ne pas commettre, celle du